Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 18 (1926)
Heft: 10

Artikel: Notre semaine de propagande
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383610

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Berne, octobre Dix-huitième année 1926 — N° 10

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Abonnement: 5 fr. par an
Pour l'Etranger: Port en sus
Abonnem. postal, 20 cent. en sus

Rédaction: Secrétariat de l'Union syndicale suisse, Berne
Téléphone 3168 o **Monbijoustrasse 61** o Compte de chèques N° III 1366
Paraît tous les mois

o Expédition et administration: o
Imprim. de l'Union, Berne
o o o Monbijoustrasse, 61 o o o

SOMMAIRE:

	Pages
1. Notre semaine de propagande	137
2. Les syndicats comme pionniers du progrès social	138
3. Notre mouvement apprécié par la presse	139
4. Vers le monopole du blé	141
5. Convention, Recommandation et Résolutions votées à la VIIIe Conférence internationale du Travail	145
6. Les industries italiennes et les huit heures de travail	147
7. Politique sociale	148
8. Dans les autres organisations	149
9. Mouvement international	150
10. Etranger	150
11. Notices	152
12. Bibliographie	152
13. Le coût de la vie	152

Notre semaine de propagande

Le but de la propagande syndicale est l'union des masses, sous notre drapeau, des ouvriers et employés qui ne sont pas encore organisés aujourd'hui. Pour atteindre ce but, il ne suffit pas seulement d'organiser une semaine de propagande et de demeurer ensuite inactif durant le restant de l'année. En réalité on peut dire que cela n'est pas le cas. Des milliers de militants font de la propagande durant toute l'année en faveur de notre cause. Ils se dévouent sans compter leur peine, le temps et l'argent. Leur conviction de la nécessité de l'activité syndicale les stimule toujours davantage. L'observateur attentif remarque les fruits de ce travail de propagande. Consultez les rapports sur l'activité de nos fédérations syndicales et vous vous rendez compte de la somme de travail accompli. Toutefois le lecteur enclin à la critique constatera également les lacunes de notre propagande. A côté des syndicats et des fédérations syndicales les plus prospères, nous voyons des organisations faibles et maladives, incapables de vivre ni de mourir, organisations qui renaissent parfois artificiellement pour être livrées de nouveau à la stagnation. Une foule de raisons sont invoquées pour excuser cette situation. Acceptons-les toutes! En dépit de cela, il doit en être autrement et il peut en être autrement si l'on fait usage des moyens appropriés.

S'il existait *un moyen universel* capable de perfectionner l'organisation syndicale, nous n'hésiterions pas un instant à l'employer. Mais les choses ne sont pas si simples que cela. Une semaine de propagande ne constituera pas non plus un tel moyen universel, même en l'organisant sur la base la plus large et en disposant de moyens financiers et de forces considérables. La semaine de propagande n'est pas autre chose que le commencement d'une propagande systématique où toutes les forces doivent être déployées. Qu'a-t-on fait jusqu'à maintenant dans ce domaine? Certes, chaque fédération, chaque section affiliée, chaque union a déjà fait de la propagande. Dans les congrès fédératifs, ce thème a déjà été amplement discuté. Les congrès syndicaux s'en sont également occupés. Ce sont justement eux qui ont préconisé que la propagande devait être exécutée avec des forces concentrées. En réalité, il n'en fut jamais ainsi. Pas même après le dernier congrès syndical, qui a accepté un programme syndical mninimum comme plate-forme commune pour la propagande de tous les syndicats.

Nous ne méconnaissons absolument pas que la propagande commune nous donnera beaucoup de fil à retordre. Le bon chemin sera parfois difficile à trouver. Il faut que des expériences soient faites pour permettre un travail commun fécond et exempt de tout désaccord. Mais a-t-on jamais vu qu'on ait reculé devant les difficultés lorsqu'il s'est agi de servir la cause? Il est nécessaire pourtant d'entreprendre quelque chose. Dans le travail de propagande, aucun conflit de compétence ne peut surgir. Chaque fédération est compétente, chaque cartel est tenu de s'aider. Doivent également prendre part à l'action ceux pour qui le problème du recrutement des membres est déjà résolu.

Les fédérations doivent tâcher de découvrir enfin les lacunes des organisations de la campagne. Dans ce travail elles doivent être secondées efficacement par les cartels, lesquels sont au courant des conditions locales et régionales. La méthode à employer pour le recrutement des membres dépend entièrement de ces conditions. On emploiera selon les cas la propagande systématique de maison à maison, la convocation d'assemblées d'ateliers, de groupes ou d'assemblées générales. Ces dernières ne peuvent cependant avoir lieu que lorsqu'il existe déjà un solide noyeau d'ouvriers organisés. Moins recommandable est en tous cas la publication immédiate dans le journal de chaque petit succès enregistré. On évitera aussi d'entraîner tout de suite dans un « mouvement de salaire » des ouvriers restés indifférents jusqu'ici. Les promesses exagérées faites en période de recrutement sont bientôt suivies de déceptions; l'expérience le prouve abondamment. Ce qui a été négligé durant des dizaines d'années ne peut être rattrapé qu'à la longue à force de persévérance. Des ouvriers, qui n'ont eux-mêmes jamais exercé de solidarité envers leurs camarades, sont également incapables de propager la solidarité. La solidarité doit être réciproque; cela doit figurer à l'avant-plan de la campagne d'agitation. Le syndicat est une école de solidarité. Celle-ci entre en action là où la force d'un seul ne suffit plus et elle est le plus efficace dans les endroits où la cohésion entre ouvriers est la meilleure.

Dans notre action de propagande l'on mentionnera encore que dans les cinquante dernières années, depuis qu'existent des syndicats, il fut beaucoup obtenu en ce qui concerne la réduction de la durée du travail, l'amélioration des conditions d'existence, l'éducation, l'hygiène et l'estimation de l'homme comme citoyen. Tout cela est dû à la puissance de l'organisation. Lequel parmi nous ne se demande pas combien il eût été possible

Du 23 au 30 octobre 1926 : Semaine de recrutement !

d'obtenir encore si, au lieu du 15 % seulement, le 50 % des ouvriers avait été organisé syndicalement.

L'éducation des anciens syndiqués doit marcher de pair avec la propagande pour le recrutement de nouveaux membres. Nous ne voulons pas faire des membres indifférents ou venus aux syndicats par contrainte et disposés à nous tourner le dos à la première occasion, mais des syndiqués convaincus et prêts à la lutte. Pour cela, il faut que les syndicats commencent à discuter le programme syndical d'une manière approfondie. Cela peut très bien se réaliser sans grands frais, soit par l'organisation de conférences ou par des causeries ou par l'action des commissions d'éducation. Il faut examiner dans chaque cas ce qui convient le mieux aux circonstances.

Dans toutes les manifestations au service des syndicats, on devrait parvenir à supprimer totalement la consommation de toute boisson. N'oublions pas que des dépenses supplémentaires, à côté du versement des cotisations, viennent grever le budget du ménage et sont même parfois plus considérables que celles-ci. La vente de brochures quelconques *ne devrait également pas du tout être tolérée dans les assemblées,* même si elles sont en faveur de la cause. La vente doit avoir lieu près de la porte du local de l'assemblée, où le vendeur peut installer une table. Chacun doit être entièrement libre d'acheter ou de ne rien acheter du tout.

Durant les dernières années, on fit souvent de la politique dans les assemblées syndicales. Cela est surtout néfaste dans les syndicats où plusieurs partis sont en présence. Il ne faut jamais perdre de vue qu'un syndicat n'est pas un groupement politique ou religieux, qu'un ouvrier de n'importe quelle religion ou parti politique peut être un très bon syndiqué. Ce qui est déterminant pour l'apprécier, c'est son activité syndicale et non pas le mot d'ordre d'un parti politique.

Au point où en sont les choses, il doit être consacré aujourd'hui, à part la propagande, la plus grande attention au développement de l'organisation. Dans les ateliers, le système des hommes de confiance doit être organisé de telle façon qu'il existe un étroit contact entre le comité et les membres. Le contrôle des membres doit, en général, faire l'objet d'une plus grande attention que ce ne fut le cas jusqu'à présent. Il ne doit pas se produire qu'autant de membres soient perdus qu'il n'en a été gagné ou même encore davantage, parce qu'on n'a pas suffisamment veillé au versement régulier des cotisations.

Nous traiterons encore toutes ces question plus en détail. Pour aujourd'hui nous n'avions l'intention que de souligner un point faible, qui est d'une importance capitale pour l'avenir des syndicats.

Les syndicats comme pionniers du progrès social

« Pour rendre la société heureuse et contenter le peuple, même dans des situations précaires, il est nécessaire que la grande majorité reste aussi ignorante que pauvre. L'instruction élargit et multiplie nos désirs et plus un homme a d'ambitions, plus ses besoins sont difficiles à satisfaire. »

Ces paroles de Bernard de Mandeville (citées dans le tome I, du « Capital », de Marx) donnent une idée exacte de l'opinion qu'avait la classe bourgeoise au temps des premiers développements de l'industrie. Cette classe était inquiète de ce développement. L'opinion ci-dessus est aujourd'hui encore très répandue, en particulier chez les gens qui vivent du travail des autres. La société, qualificatif qui, selon les bourgeois, ne s'applique qu'à eux, a droit au bonheur. Ce bonheur (du moins sa base matérielle qui est en cause ici, ne peut toutefois être réalisé que si le peuple est maintenu dans une situation précaire, c'est-à-dire s'il ne possède rien. Mais n'allons pas être injuste envers cette société. Ceux qui en font partie sont en effet remplis de commisération pour le pauvre peuple et fatiguent leurs méninges à chercher le moyen d'améliorer sa situation le plus possible. La solution qu'ils considèrent comme idéale est celle-ci: Afin que tous ceux dont l'acte de naissance ne donne pas droit d'entrer dans la bonne société, puissent vivre contents même dans la misère, il faut veiller à ce qu'ils ne connaissent rien de mieux que celle-ci. En effet, la connaissance des plaisirs rend envieux; l'ignorance, par contre, procure le contentement. Voilà un programme simple, sûr et, ce qui essentiel, bon marché.

Quelque opinion que l'on ait à l'égard de cette philosophie des capitalistes, il est indéniable que sur un point on doit lui donner raison. A l'instar de la société antique et de sa culture, qui ne pouvait se maintenir qu'en s'appuyant sur un troupeau d'esclaves, la domination de la classe bourgeoise n'est possible que tant que les masses populaires sont maintenues dans la pauvreté et l'ignorance. Cela paraît être l'opinion contraire de celle de Bernard de Mandeville et de ses admirateurs actuels, mais en réalité c'est bien là la pensée inavouée de ces aristocrates de la société.

Tant cette partie de leur théorie sociale est juste, tant les conséquences *économiques* qu'ils en déduisent sont erronées. Si les capitalistes avaient pu appliquer leur programme sans opposition, non seulement le peuple qu'ils haïssaient serait resté dans la misère qui régnait au commencement du XVIIIe siècle, mais eux-mêmes seraient dans une situation qui, comparée aux conditions d'existence actuelles, devrait être qualifiée de misérable. Celui qui regarde le développement du siècle passé autrement que par la lunette des aristocrates de la finance, constate que les faits renversent la théorie de Mandeville. Il est faux de prétendre *que moins un homme désire,* plus il est facile de satisfaire ses besoins; c'est le contraire qui est juste. Le mécontentement est la mère du progrès.

L'ouvrier qui travaillait 12 à 16 heures par jour pour un salaire ne lui permettant de vivre que médiocrement, n'avait pas une très grande valeur en tant que producteur. Cette exploitation honteuse de sa puissance de travail rendait bien des ouvriers invalides prématurément. C'est seulement la réduction de la durée du travail ainsi qu'une meilleure nourriture, un logement plus salubre et de plus chauds vêtements qui permirent à l'ouvrier de donner son plein rendement. Un ouvrier qui ne touchait de l'argent que juste de quoi se nourrir de pain et de pommes de terre, ne comptait guère comme consommateur.

Le seul besoin qu'il pouvait peut-être éprouver était de noyer sa misère dans la boisson. A quoi servent les plus belles améliorations de l'industrie, si les marchandises produites en quantité supérieure ne trouvent pas

d'écoulement? La production de la grande époque capitaliste est une production en masse à laquelle doit correspondre également une consommation en masse. Les merveilleuses découvertes techniques du siècle dernier ne peuvent être mises entièrement à profit que depuis que les ouvriers ont du temps et de l'argent pour faire leurs achats. *Le développement des conditions d'existence des masses populaires et celui de l'économie publique sont intimement liés l'un à l'autre.*

Cependant, l'amélioration de la situation des ouvriers n'est pas un effet du hasard; elle n'est pas non plus le produit d'un développement naturel, mais au contraire, elle est la résultante d'une âpre lutte entreprise depuis plusieurs dizaines d'années, lutte menée surtout par les *syndicats*. Par des combats incessants et menés avec énergie, les syndicats ont réussi à procurer aux ouvriers un peu plus de temps libre. Ils ont assuré aux familles de la classe ouvrière de meilleures conditions d'existence. Ils ont procuré à la population ouvrière une meilleure éducation. Par là ils ont contribué pour une large part au développement de l'économie publique et cela non seulement en élevant le niveau de production des ouvriers, mais aussi leur capacité d'achat. Par leur lutte contre les patrons, ils ont obligé ceux-ci indirectement à limiter le travail et partant à améliorer la productivité. Ces luttes des syndicats ont été menées contre les capitalistes, contre les gouvernements, c'est-à-dire contre les économistes qui, dans leurs discours, se targuent toujours de prendre comme but le progrès économique et le bien-être du peuple. En dépit de la résistance des pouvoirs publics, de marquants progrès ont été réalisés au cours de ces dernières années. C'est pourquoi il n'est pas exagéré de prétendre que les syndicats ont été les pionniers du progrès social. Il est évident que le but essentiel des luttes déclenchées était d'améliorer la situation des ouvriers et d'élever leur niveau culturel. Attendu qu'une condition essentielle de développement est de disposer d'une classe ouvrière mieux située et mieux éduquée, les tendances que nous poursuivons sont donc dans *l'intérêt de la collectivité:*

Ce sont là des vérités qu'il n'est plus possible de contredire. La science même, qui pourtant d'ordinaire livre à la classe possédante les arguments « objectifs » nécessaires à la défense de ses intérêts, a tout de même dû finalement reconnaître l'exactitude de cette théorie, bien qu'elle ne l'ait fait qu'avec hésitation et partiellement. Tandis que jadis les économistes nationaux prêchaient la sobriété pour les ouvriers et les capitalistes comme condition essentielle d'enrichissement de la société, plus tard ils prétendirent que seuls les ouvriers devaient être modérés, tandis que les capitalistes devaient se permettre une consommation exagérée, vu que cela contribue à fournir du travail aux ouvriers. Aujourd'hui encore, cette opinion se rencontre fréquemment. De plus, on affirme que l'ouvrier étranger doit beaucoup consommer pour augmenter l'écoulement, tandis que l'ouvrier *indigène doit se restreindre* pour que l'industrie produise à bon marché.

Il est vrai que des économistes clairvoyants prétendent maintenant qu'il est de l'intérêt d'un pays que ses ouvriers consomment beaucoup, car ils développent ainsi l'industrie et l'économie publique indigènes. *Henry Ford*, par exemple, fait de notables efforts pour augmenter la capacité d'achat des ouvriers (même des siens), ainsi que pour améliorer la technique, car ces deux facteurs sont solidaires. Dans un article paru récemment, Ford expose une découverte propre à favoriser la progrès économique: la *semaine de cinq jours de travail*. Il motive la chose de la façon suivante: « Le temps libre supplémentaire dont disposent les ouvriers, développe en eux de nouveaux besoins. En outre ces jours de congé donnent l'occasion d'utiliser les objets fabriqués. Le bon vieux temps où hommes, femmes et enfants travaillaient 12 heures par jour et même davantage n'était pas favovrable pour le progrès. C'est seulement au fur et à mesure que les ouvriers disposent de plus de temps libre qu'ils se réjouissent de la vie et éprouvent de nouveaux désirs. De nombreux patrons se sont opposés d'abord à l'idée de la journée de 10 heures. Ils craignaient qu'elle n'eût une influence néfaste sur la production. Pourtant c'était l'industrie elle-même qui empêchait ses propres clients de lui acheter vu qu'elle les occupait trop longtemps. » Concernant la politique en matière de salaire, il s'exprime ainsi: « Il y a toujours des patrons qui veulent réduire les traitements. Ce sont-là des hommes qui n'entendent rien aux affaires. »

Dans quelle colère Bernard de Mandeville ne se mettrait-il pas s'il entendait ces idées révolutionnaires et surtout s'il les voyait se réaliser! Mais aujourd'hui encore il y a des milliers de Mandeville qui voudraient voir le peuple pauvre et ignorant (l'ignorance leur importe encore davantage que la pauvreté, car ils voyent là la meilleure garantie de leurs privilèges). Aujourd'hui encore les syndicats ont à lutter contre un monde de mensonges, de calomnies et de corruption. Aujourd'hui encore, les syndicats sont les seuls, abstraction faite de quelques patrons et économistes clairvoyants, qui déployent tous leurs efforts pour assurer à la classe ouvrière un sort meilleur et une protection plus efficace. Grâce à cette activité, ils constituent aujourd'hui encore le plus important facteur de progrès économique et social.

Max Weber.

Notre mouvement apprécié par la presse

Le rapport sur l'activité des fédérations syndicales paru en supplément du numéro du mois d'août de la *Revue syndicale*, fut vivement discuté dans la presse. Les journaux ouvriers en saisirent l'occasion pour renseigner leurs lecteurs sur l'importance de notre mouvement, sur ses succès et ses difficultés aussi. La critique bienveillante sera certainement utile à notre mouvement. Nous pourrions, aussi bien que les chrétiens-sociaux et autres organisations jaunes, dissimuler dans nos rapports tout ce qui n'est pas élogieux. Ce n'est pas notre fait. Nous tenons avant tout à la vérité. Notre rapport est un exposé des faits et son étude doit servir à en découvrir les faiblesses et à montrer le chemin vers une amélioration de notre mouvement.

Notre statistique fut aussi largement commentée dans la presse bourgeoise. Le « bureau de la presse moyenne », cette émanation de la haute finance et de l'industrie, s'est fort réjouie du recul de nos effectifs. Comme le *Journal des Associations patronales*, elle signale à ses lecteurs le mouvement de nos membres depuis 1919. L'après-guerre, pour ce journal, commence cette année-là! Mais la *Revue du bâtiment et des travaux publics*, l'organe officiel de la Fédération patronale du bâtiment est moins enthousiaste que son confrère des « associations patronales », il ne perd pas le sens des réalités. « L'Union syndicale suisse comptait dit-il, en chiffres ronds, au 31 décembre 1925, *150,000 membres*, contre 75,000 au 31 décembre 1914. Si l'effectif exact à fin 1925 accuse un recul de 1505 têtes au regard de l'état à fin 1924, une diminution de 1 % paraît insignifante au regard d'un pareil total, surtout si l'on tient compte du fait que ce déficit est attribuable en grande partie au départ d'une fédération, celle des lithographes, qui a quitté l'Union syndicale, tout en continuant à subsister comme syndicat. En réalité, la diminution des effectifs syndicaux en 1925 est de 500